

L'EUROPE À LA CARTE

L'Union européenne se trouve aujourd'hui confrontée à deux défis majeurs : celui de l'approfondissement qui exige une réforme de ses institutions ; celui de l'élargissement d'une Union à 15, à 27, sinon 40 membres.

Le défi de l'approfondissement, comme l'explique Yves Bertoncini, doit se traduire par le passage de ce qu'il est convenu d'appeler le premier pilier — la construction d'une Europe économique et monétaire — aux deuxième et troisième piliers, ceux-là mêmes qui assureraient la transition d'un simple Marché unique vers une véritable Europe politique.

Ne nous leurrons pas. En dépit de l'ambition que s'étaient assignée les pères fondateurs de l'Europe, ces nouvelles étapes ne se réaliseront pas spontanément par la seule vertu d'un heureux enchaînement mécanique. Ce changement de palier, cette édification d'une Europe que certains voudraient fédérale, ne fait pas l'unanimité parmi les Européens, et la constitution d'une telle Europe, peu ou prou investie de pouvoirs politiques pouvant s'exercer tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de ses frontières, exige une volonté commune qui, aujourd'hui, fait défaut.

L'actuelle conférence intergouvernementale (CIG) devrait permettre, d'une part, d'accroître l'efficacité et la légitimité de la Commission européenne ; d'autre part, de renforcer le rôle du Conseil des ministres, trop souvent paralysé par des procédures de décision excessivement pénalisantes.

Or, Yves Bertoncini, estimant improbable une notable avancée lors du prochain sommet de Nice — qui doit normalement mettre un terme à cette seconde CIG —, propose, comme solution alternative, le développement de la formule des « coopérations renforcées » qui, à défaut de construction institutionnelle d'ensemble parfaitement satisfaisante, pourrait consolider des solidarités de fait, dussent-elles s'organiser suivant des périmètres différents.

Le défi de l'élargissement est au moins aussi important. Jean-François Drevet montre cependant cette extension de l'Union — politiquement souhaitable, sinon indispensable — soulève des défis majeurs, notamment en raison des disparités en termes économiques et politiques des pays candidats et aspirants.

Entre le souhaitable et le faisable, une solution de compromis semble

donc presque inévitable : celle d'une Europe à géométrie variable qui serait composée, à ses yeux, d'un noyau dur (l'Europe carolingienne) et de différents cercles concentriques. Toutefois, le pari serait alors que le noyau dur soit suffisamment énergétique pour assurer le pilotage d'un processus d'intégration progressive, le centre ayant vocation à entraîner la périphérie.

Les deux défis sont donc liés. Prétendre élargir sans approfondir serait condamner l'Europe à n'être qu'une vaste zone de libre-échange risquant, à terme, de se diluer dans l'économie monde, les attributs de ses institutions n'étant alors guère différents de ceux de l'Organisation mondiale du commerce. Ou à n'être qu'un vague rassemblement de pays qui se reconnaissent, peut-être, dans des valeurs communes mais seraient incapables de jeter les bases d'une union animée d'une réelle volonté politique.

Hélas, la seule solution avancée par nos auteurs est celle d'une Europe à géométrie variable, à différentes vitesses. Donc, en fait, d'« Europes » plurielles, piètre substitut à une Europe intégrée.

Michel Drancourt et Jean-Jacques Salomon s'en émeuvent à juste titre. Ne sommes-nous pas en train d'assister au déclin du grand projet européen, celui-là même qui, au-delà de l'objectif qui était de ramener la paix dans un continent secoué par des conflits fratricides, devait permettre de fonder un pôle régional majeur, non seulement sur le plan économique et monétaire, mais également sur le plan politique ? Que signifie en effet cette édification d'ensembles hétérogènes avançant chacun à pas différents ?

A-t-on déjà vu s'édifier une famille, une société, à laquelle on appartient à temps partiel, des communautés plus ou moins emboîtées, chacune réduite aux acquêts, sans que, rapidement, ne se créent entre elles des tensions insupportables ?

En voulant concilier tout et son contraire — construire les États-Unis d'Europe sans rien concéder de l'autonomie de chacun et en préservant les intérêts particuliers de tous —, peut-on vraiment espérer voir l'Europe jouer un rôle majeur sur la scène mondiale de demain ? La multi-appartenance à des communautés plus ou moins emboîtées, non exemptes d'antagonismes, ne condamne-t-elle pas l'Europe à l'impuissance ?

En se réfugiant derrière l'argument du pragmatisme, et en ne voulant contraindre personne qui d'emblée n'y consent, l'Europe risque manifestement de voir son rêve — constituer une véritable puissance régionale — noyé dans des considérations contraires, voire d'être composée d'ensembles finalement plus concurrents que complémentaires.

Près de 45 ans auront été nécessaires depuis le traité de Rome pour construire un territoire économique commun qui, finalement, n'a été achevé qu'au moment même où cette économie est devenue mondiale. Combien de décennies ou de siècles faudra-t-il aux Européens pour qu'ils réalisent qu'une Europe unie, dotée d'un véritable pouvoir politique, aurait été la seule voie possible pour qu'elle puisse exercer une influence réelle sur la scène politique mondiale ou, plus modestement, sur son environnement immédiat ?

Hugues de Jouvenel